

Le Québec de demain, à partir de sa démographie*

Guy ROCHER
Département de sociologie et Centre
de recherche en droit public
Université de Montréal

Je voudrais commencer par vous féliciter, monsieur le président et les membres du Conseil, pour avoir choisi le thème de ce cycle de cinq conférences : l'avenir du Québec. Il fallait pour cela un certain courage parce que, quand on commence à réfléchir à l'avenir d'un pays, d'un peuple, on est saisi d'une certaine angoisse et même d'un certain vertige devant les années qui viennent. Il y a tellement de marges d'incertitude dans ce qui s'en vient qu'on se demande comment on peut vraiment prévoir l'avenir d'une société. On sait que la météorologie a beaucoup de peine à nous dire quelle sera la température dans 48 heures. Comment alors la démographie et la sociologie peuvent-elles prédire l'avenir des 20, 30 ou 40 prochaines années ? Heureusement, la météorologie nous donne l'exemple : d'heure en heure, les météorologues corrigent leurs prévisions. On fait la même chose en démographie. Le Bureau de la statistique du Québec, par exemple, corrige sans cesse ses prévisions à partir des événements en cours.

Dans ce que je vais vous présenter, il faut donc toujours mettre un certain bémol : les prévisions qu'on essaie de faire ont toujours une part de relativité et les accidents sont toujours possibles.

Cela dit, comment la démographie prévoit-elle l'avenir ? Il y a deux facteurs de base à partir desquels elle travaille : les naissances, c'est-à-dire le taux des naissances et les migrations. Nous allons partir de ces deux facteurs pour voir vers quoi s'en va la population québécoise.

* Conférence prononcée à l'Institut d'administration publique du Québec, le 19 octobre 2000.

Deux facteurs de base : les naissances, les migrations

Premier facteur, les naissances. On sait que l'histoire du taux des naissances au Québec est une histoire troublante, marquée par des hauts extraordinaires et des bas extraordinaires. Nous avons été longtemps reconnus au Québec comme une des populations de l'Occident qui se renouvelait le plus, qui connaissait le taux de natalité le plus élevé au monde. Et puis, ce taux de natalité a baissé à partir du début du 20^e siècle. Mais il y a eu cette surprise étonnante des années 40, 50, 60 ; un taux de natalité qui a augmenté rapidement pour connaître par la suite une chute dramatique. C'est ce qu'on a appelé le «baby boom». Et maintenant, depuis les années 70, le taux de natalité de la population québécoise compte parmi les plus bas au monde. Quel est ce taux ? On le calcule par ce qu'on appelle le taux de fécondité par femme. Au Québec, ce taux se situe maintenant autour de 1,5 enfant par femme. Parfois, il s'élève un peu au-dessus de 1,5, parfois il va en dessous de 1,5, mais c'est le taux moyen que l'on peut prendre en ce moment. Or, ce taux est évidemment insuffisant pour la reproduction naturelle de la population québécoise. Selon ce taux de natalité, la population québécoise est décroissante.

Est-ce que cela peut changer dans l'avenir ? Il est très difficile de croire que le taux de fécondité va augmenter. Aucun indice, en tout cas pour le moment, ne nous permet de le prédire. Certains des facteurs jouent d'une façon telle qu'on croit que ce taux de fécondité va rester stable ou ne variera que très légèrement. Quels sont ces facteurs ? C'est évidemment d'abord la professionnalisation de notre société et en particulier l'entrée massive des femmes dans les diverses professions. Nous connaissons aujourd'hui une vie de ménage bien différente de ce qu'elle était autrefois, la vie de famille a beaucoup changé. Et puis il y a, en second lieu, l'incertitude économique et la précarité de l'emploi qui contribuent sans doute au fait qu'on ne peut prévoir que le taux de fécondité augmentera à court terme. Bien sûr, il peut toujours y avoir des accidents. Par exemple, si un démographe avait annoncé en 1939 que la guerre qui débutait allait engendrer chez nous un taux de natalité inflationnaire, on se serait moqué de lui. L'année 1939, c'était une année sombre. Nous entrions dans une guerre incertaine, avec tout ce que cela pouvait dire d'angoissant, de terrible. On ne pouvait donc pas croire que cette guerre allait avoir un tel effet sur la natalité. C'est pourtant ce qui s'est produit. Est-ce qu'un événement ou est-ce qu'une nouvelle génération de jeunes modifieront le taux de natalité ? Ce n'est pas impossible, mais pour le moment, on ne peut pas le prévoir. Si bien que, pour l'heure, presque toutes les prévisions de la population future du Québec se font sur la base d'un taux de fécondité d'autour de 1,5 enfant par femme.

Le deuxième facteur, les migrations, vient modifier les choses. Le Québec est un pays d'accueil d'immigrants et de réfugiés. Nous en recevons 20 000, 30 000, parfois 40 000, selon les années. Il y a donc un apport important de l'immigration pour l'avenir du Québec. Par ailleurs, il faut voir que le Québec ne garde pas très bien tous ses immigrants. Nous perdons environ un immigrant sur quatre. Tout récemment, le Conseil des relations interculturelles du Québec a tenu à sonner l'alarme encore une fois et dire au Gouvernement et à toute la population : que peut-on faire pour garder nos immigrants ? Cela fait partie de cet autre phénomène, très important, qui est notre déficit dans les migrations interprovinciales à travers le Canada. Nous perdons chaque année entre 10 et 20 000 Québécois. Il en résulte que, si l'immigration est un apport de population, un facteur important de renouvellement de la population, c'est un facteur qui au total ne semble pas devoir contribuer à une forte hausse de la population générale du Québec.

Les scénarios de l'avenir du Québec

Par suite du jeu de ces facteurs, ce vers quoi nous prévoyons nous diriger, c'est très probablement une population relativement stable pour les prochaines décennies. Le Bureau de la statistique du Québec a fait trois scénarios pour les 50 prochaines années. Selon le scénario faible, il y aurait dans les prochaines 15 années une légère montée de la population québécoise pour ensuite connaître une descente rapide. En l'an 2050, la population du Québec ne serait plus que de 5 700 000 personnes, alors qu'elle est aujourd'hui de 7 300 000. La population du Québec, selon ce premier scénario, serait donc décroissante au terme des 50 prochaines années.

Le scénario optimiste veut que la montée prévue au cours des prochaines années se poursuive lentement, si bien que de 7 300 000 nous passerions dans 50 ans à 8 500 000, 8 800 000. / C'est un scénario basé sur un taux de fécondité un peu plus élevé que celui que nous connaissons aujourd'hui et un taux de rétention d'immigrants aussi plus élevé que celui d'aujourd'hui. Mais une augmentation de 1 million à 1,5 million d'habitants sur une période de 50 ans, c'est bien peu pour un pays comme le nôtre.

Finalement, entre ces deux scénarios, le scénario moyen, c'est toujours celui que l'on préfère finalement, prévoit que la légère hausse de la population pendant 15 ou 20 ans sera suivie d'un déclin, mais qui serait moindre que celui prévu dans le scénario faible. En 2050, nous nous retrouverions comme aujourd'hui, avec une population de 7 300 000. C'est le scénario de la constance.

Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela a d'importantes conséquences. Une première conséquence, c'est que, dans les prochaines décennies, on va assister à une baisse de la proportion des Québécois dits « de souche » dans l'ensemble de la population québécoise, puisque le maintien de la population québécoise va se faire à partir de l'immigration. On peut prévoir qu'il y aura de plus en plus de noms d'origine «étrangère» qui seront devenus des noms québécois. Nous avons connu au 19^e siècle une vague d'Irlandais, nous avons intégré des Johnson, des O'Neill, des Ryan et autres. Maintenant, nous allons intégrer des noms vietnamiens, serbes, croates, africains, espagnols, portugais. C'est vers cela que va la population québécoise, une population de plus en plus plurielle du point de vue des origines ethniques. Un Premier ministre portant un nom coréen ou chinois, c'est à prévoir. Cela marquera un important changement, au moins dans certaines régions du Québec ; on pense évidemment à la région montréalaise, à moins de faire de grands efforts pour accueillir des immigrants ailleurs que seulement dans la région montréalaise. C'est là évidemment une première conséquence, et elle sera très importante. Le pluralisme ethnique et le pluralisme religieux seront de plus en plus un fait dominant du paysage québécois. Cela veut dire que l'éducation interculturelle sera de plus en plus nécessaire.

La deuxième conséquence, c'est évidemment le vieillissement de la population, vieillissement dont on parle beaucoup aussi. Un vieillissement auquel s'ajoute un facteur très important pour l'avenir du Québec : la présence de la génération des « babyboomers ». Un phénomène très important, tout particulièrement au Québec, car c'est au Québec qu'on l'a ressenti le plus fortement. Il s'agit de la génération de ceux qui sont nés entre 1940 et 1965, donc sur une période de 25 ans, alors que s'est produite cette poussée démographique que j'ai évoquée tout à l'heure. Or, il se trouve qu'aujourd'hui, les babyboomers arrivent à la soixantaine : la première tranche, ceux qui sont nés en 1940, ont cette année 60 ans. Nous entrons donc dans une période où, pour les prochaines 25-30 années, on assistera non pas à un vieillissement ordinaire, mais à un vieillissement extraordinaire de la population à cause de la présence de cette génération de babyboomers. On dit parfois que ce qu'on appelle la pyramide d'âge du Québec devient maintenant un « champignon d'âge ». C'est-à-dire que les tranches d'âge les plus avancées, au lieu de représenter la pointe de la pyramide, représentent plutôt un gonflement de la pyramide, qui la fait ressembler à un champignon.

Ce vieillissement de la population québécoise, on peut en voir les répercussions de différentes manières. Une première consiste à analyser ce que l'on appelle l'âge médian de la population québécoise. L'âge médian ne doit pas être confondu avec l'âge moyen: c'est l'âge qui sépare la

population en deux moitiés : 50 % de la population totale a moins et 50 % a plus que cet âge. De 1940 à 1960, notre âge médian s'est situé autour de 25 ans. En 1996, l'âge médian était maintenant de 36 ans, une augmentation de onze ans. On prévoit que vers 2030-35, l'âge médian sera de 47 ans et en l'an 2050 de presque 50 ans. C'est dire que, de 1960 à l'an 2050, l'âge médian de la population québécoise aura doublé.

On peut voir aussi le vieillissement de la population québécoise d'une deuxième manière. En 1960, pour dix jeunes de 0 à 14 ans, il y avait 2 personnes âgées de 65 ans et plus. En l'an 2010, on aura à peu près l'égalité, c'est-à-dire que pour 10 jeunes de 0 à 14 ans, on aura 10 personnes de 65 ans et plus ; en 2030, on aura 18 personnes âgées pour 10 jeunes et en 2050, on aura probablement autour de 25 personnes âgées pour 10 jeunes. Voilà donc le déséquilibre vers lequel on s'en va du point de vue démographique au cours des cinq prochaines décennies.

On peut encore voir les répercussions du vieillissement sous un troisième angle. Cette fois-ci, c'est la modification qui se produira au cours des prochaines décennies dans le rapport entre ce qu'on appelle la population active, c'est-à-dire ceux qui ont entre 20 et 60 ans, et les deux populations dépendantes, ceux qui ont entre 0-20 ans et ceux qui ont 65 et plus. Ce rapport va se modifier considérablement parce que l'on prévoit que la population de 20 à 60 ans, la population active, va augmenter un peu au cours des prochaines années et va se stabiliser, alors que la population âgée va augmenter énormément. En l'an 2050, nous reviendrons à la situation que nous avons en 1961 alors que la population active supportait une grosse population dépendante. Mais en 1961, la grosse population dépendante était jeune, c'était les enfants ; en l'an 2040-50, la grosse population dépendante, ce seront les personnes âgées.

Signalons encore une autre conséquence du vieillissement de la population : la montée du nombre des décès. Qu'on le veuille ou non, les babyboomers vont disparaître les uns après les autres. Le décès existe pour eux comme pour tous les autres. Le nombre des décès va augmenter énormément au cours des 25 prochaines années. Nous connaissons en ce moment environ 50 à 55 000 décès par année ; on prévoit qu'en 2010 il y en aura déjà 65 000 et en 2030-40, qui marquera la fin de la génération des babyboomers, on en sera à 100 000 décès par année. Si vous voulez investir dans les cercueils, c'est le temps !..

Quelques effets du vieillissement

Bien sûr, le vieillissement de la population entraînera des coûts pour la santé, on le dit souvent. Mais ces coûts sont encore difficiles à prévoir, parce que nous traverserons une période exceptionnelle. En effet, on ne peut pas prédire les coûts pour la santé dus au vieillissement de la population sur la base des trois dernières décennies, à cause de l'arrivée au troisième âge de la génération des babyboomers. Cette génération sera exceptionnellement coûteuse du point de vue de la santé, parce qu'elle va augmenter rapidement la consommation individuelle de services de santé au cours des trois prochaines décennies. La génération des babyboomers est une génération de consommateurs. Ils vont continuer à consommer et je crois qu'ils vont continuer à consommer des services de santé. On peut donc dire que nous aurons une population âgée qui coûtera de plus en plus cher, des coûts que devra absorber la population active de 20 à 60 ans. Voilà pourquoi il est urgent de repenser, non seulement le financement du système de santé, mais surtout les modes d'allocation des fonds en santé et plus encore les services de santé à la fois préventifs et curatifs en vue de la plus grande efficacité possible du système actuel.

Une des questions qu'on peut ensuite se poser est la suivante : quels seront les rapports entre les générations au cours des décennies qui s'en viennent ? Est-ce que la génération des jeunes d'aujourd'hui va être tolérante pour les personnes âgées ? Est-ce que la population active de ces décennies va accepter le poids économique que cela va représenter ? Est-ce que cette génération des jeunes va arriver avec des valeurs autres concernant les personnes âgées ? Autant d'interrogations auxquelles on ne peut pas encore répondre. Il faudrait plus de recherches sur la mentalité des jeunes qui entrent sur le marché du travail pour voir vers quels rapports de générations l'on s'en va. Mais il me paraît certain que nous aurons un problème de génération, ce que les Américains aiment appeler un «Generation Gap», un écart de génération très important dans l'avenir. Et cet écart de génération sera difficile parce que ce ne sera pas l'écart de génération que nous avons connu dans les années 60-70 : ce sera un autre genre d'écart de génération, beaucoup plus difficile à vivre.

L'autre question qu'on ne peut pas se poser est la suivante : qu'est-ce que ce sera, une société vieillissante ? Quel caractère aura-t-elle ? Les préjugés les plus négatifs nous font toujours voir une société qui, lorsqu'elle vieillit, se sclérose, devient archi-conservatrice, devient soigneuse de bobos, n'entreprendra plus rien d'important. Par ailleurs, je crois qu'au contraire on peut faire le scénario optimiste inverse, à la condition toutefois de pouvoir répondre positivement à l'autre question : que ferons-nous avec les personnes âgées ? que ferons-nous

pendant les 35 prochaines années avec les babyboomers vieillissants ? qu'est-ce que nous aurons à offrir aux personnes de 60 ou 65 ans et plus ? J'espère que nous aurons à offrir autre chose que ce que nous offrons aujourd'hui. Il faudra pour cela, d'une part, rendre possible la prolongation de la vie active, pour ceux qui le désireront, au lieu de pousser tout le monde à une retraite prématurée comme on vient de le faire et, d'autre part, pour les retraités, ouvrir de nouvelles possibilités d'éducation continue et de recyclage intellectuel. L'université du troisième âge, qui s'est développée à l'initiative de l'Université de Sherbrooke, avec la collaboration de l'UQAM et l'Université de Montréal, dans la région de la rive-sud de Montréal, offre à mon avis une formule avec laquelle il va falloir travailler. Il y a une importante proportion de la population âgée qui a intérêt et qui est prête à retrouver un plaisir dans un recyclage intellectuel. Je peux vous dire que, pour ma part, un des étudiants avec qui j'ai eu un plaisir particulier à travailler au doctorat, au cours de ces dernières années, c'était mon étudiant qui avait 72 ans qui, après une vie active, avait décidé de prendre une retraite studieuse en faisant sa maîtrise et son doctorat. Il y a donc beaucoup de possibilité d'avenir intellectuel à cet âge-là. D'ailleurs, on dit qu'aujourd'hui, on reste jeune beaucoup plus longtemps qu'autrefois.

Nous vivons d'ailleurs une situation démographique paradoxale : le vieillissement de la génération des « babyboomers » s'accompagnera d'un rajeunissement de la population active. La population de 20 à 60 ans va progressivement se rajeunir. Quel en sera l'effet sur l'État ? Quel en sera l'effet sur la fonction publique ? Une autre génération est à la porte et est en train de se préparer à entrer dans la fonction publique. Quels changements cela va-t-il amener ? Quelles conceptions de l'État cette nouvelle génération apportera-t-elle ? Est-ce que, en même temps, les hommes et les femmes politiques vont eux et elles aussi se rajeunir ? Ou les « babyboomers » s'accrocheront-ils au pouvoir politique ? Y aura-t-il alors un autre « Generation Gap » entre une fonction publique qui se rajeunira et une génération politique qui vieillira et s'accrochera au pouvoir ? À moins que l'on voit arriver une nouvelle génération de jeunes hommes et de jeunes femmes à la tête des partis politiques et que l'on ait à la fois une génération de jeunes fonctionnaires et une génération d'hommes et femmes politiques jeunes. Quel effet cela aura-t-il sur la vie de l'État, vers quelle sorte de gouvernance cela nous amènera-t-il ? vers quelle sorte de gestion de la chose publique ? Je ne suis pas en mesure de répondre à toutes ces questions, mais il est certain que nous allons progressivement entrer dans cette vision nouvelle des choses.

Et les classes sociales ?

Il est un dernier aspect dont je veux parler, un aspect dont on ne traite généralement pas en démographie. Mais le sociologue que je suis ne peut éviter d'en parler: c'est l'évolution démographique des classes sociales au Québec. C'est un phénomène fascinant. En premier lieu, on en est conscient, il n'y a plus de classe rurale, il n'y a plus de classe agricole au Québec. Il y a un siècle, elle était la classe majoritaire. Or, elle est complètement disparue. De son côté, la classe ouvrière est en déclin démographique, elle perd constamment des effectifs. Cela se ressent dans la syndicalisation. Par ailleurs, la classe moyenne ne cesse d'augmenter en nombre et en pouvoir. L'ancienne classe agricole est passée dans la classe moyenne, la classe ouvrière passe tranquillement dans la classe moyenne. La classe sociale dominante, c'est la classe moyenne. Et cela n'est pas qu'un phénomène de classe, c'est à la fois un phénomène culturel et un phénomène de pouvoir. La classe moyenne, comme toute classe sociale, a sa mentalité, son idéologie, sa manière d'être, sa manière de penser et sa manière d'agir. Quelle est la mentalité, l'idéologie de la classe moyenne ? C'est une classe dans laquelle chacun pense à son succès personnel. C'est par excellence la classe de la mobilité sociale pour chacun. C'est donc une classe où l'on pense pour soi. Mais en même temps, c'est une classe sociale qui a développé une certaine mentalité collective dans le sens où chacun sait qu'il réussira personnellement dans la mesure où la société elle-même réussira. Il y a donc, dans la mentalité de la classe moyenne, un étrange mélange d'individualisme et de communautarisme. Dans la classe moyenne, il y a aussi, ancrée très profondément, cette idée que l'on est fait pour vivre, l'on n'est pas fait pour mourir. Et non seulement on est fait pour vivre, mais on voudrait vivre le mieux possible, le plus longtemps possible. Cela fait partie de la sécularisation de la mentalité moderne. Or, c'est la classe moyenne de l'Occident qui a effectué, d'une manière générale, la grande sécularisation de la mentalité. C'est avec l'accès au pouvoir de la classe moyenne que la sécularisation a rapidement progressé dans les esprits et dans les faits. La classe moyenne n'est pas une classe mystique, ce n'est pas une classe qui est portée vers le mysticisme, ce n'est pas une classe qui est portée très fortement sur la religiosité, c'est une classe qui vit dans le monde d'aujourd'hui, dans la société d'aujourd'hui et sur la terre. C'est donc une classe qui, à cause de cela, est entreprenante. Elle a un dynamisme certain, qu'elle a hérité de la classe bourgeoise. Cela ne veut cependant pas dire qu'il n'y a pas d'importants écarts à l'intérieur de la classe moyenne. On peut même dire qu'en ce moment les écarts économiques et culturels augmentent à l'intérieur de la classe moyenne. Et c'est peut-être cela qui fera la faiblesse de la classe moyenne dans l'avenir : on va voir s'accroître ces écarts entre les riches et les moins riches à l'intérieur de la classe moyenne.

Malgré cela, c'est la classe moyenne qui sera hégémonique et dominante au cours des prochaines décennies. Elle est déjà au pouvoir et elle le sera de plus en plus dans tous les domaines. Cela aura d'importantes conséquences. Par exemple, j'ai déjà parlé de système de santé. Il en ira de même du système d'éducation: la classe moyenne va exiger beaucoup et de plus en plus du système d'éducation. C'est déjà commencé, et cela va aller en s'accroissant : les exigences à l'endroit du système d'éducation seront impératives. Pourquoi ? À cause de la mentalité de mobilité sociale et des aspirations de mobilité sociale, les jeunes de la classe moyenne sentiront le besoin d'être de mieux en mieux préparés à faire face à l'avenir. On le sent chez les jeunes d'aujourd'hui : ils piaffent d'impatience. Or, à ce sujet, contrairement à ce que disent trop souvent mes collègues universitaires, je trouve que la majorité des étudiants avec qui je travaille sont beaucoup plus intéressants que mes anciens étudiants des années 50 et 60. Je m'en excuse auprès de mes anciens étudiants des années 50 et 60 qui sont peut-être dans la salle ! Les étudiants d'aujourd'hui sont beaucoup plus actifs, beaucoup plus curieux, ils ont des horizons beaucoup plus larges que les étudiants d'autrefois. Et ils sont beaucoup plus personnalisés. Ils sont imprégnés de la mentalité de la classe moyenne : ils la représentent, ils l'expriment et, j'ose dire, ils la dynamisent. Lorsque j'ai commencé à enseigner dans les années 50, mes étudiants et moi, nous nous ressemblions, nous étions «clonés». Mes étudiants avaient fait le même cours classique que moi, ils avaient étudié dans les mêmes manuels et ils avaient subi le même examen de baccalauréat à peine quelques années après moi. Aujourd'hui, j'enseigne à une classe où j'ai devant moi 100 têtes différentes, avec des cultures différentes. Chaque étudiant et étudiante arrive avec une personnalité culturelle, une personnalité intellectuelle, c'est un phénomène nouveau et à mon avis extrêmement prometteur.

Conclusion

Je conclus en disant qu'il reste un fait troublant au-delà de tout cela : c'est comment un petit événement, comme une baisse des natalités, entraîne des conséquences à très long terme. Un petit événement démographique qui, au moment où il s'est produit, pouvait nous apparaître temporaire, provisoire et qui n'allait pas avoir de grandes conséquences pour l'avenir. Or, ce dont on se rend compte aujourd'hui, c'est que cet événement-là peut avoir sur la société des effets déstructurants et restructurants. Déstructurants, car il modifie beaucoup les rapports de force à l'intérieur d'une société, il modifie la hiérarchie de la société et il modifie les rapports de générations. Restructurants, parce qu'il appelle à repenser la société. Après tout, une société est une construction réalisée par l'ensemble de ses membres : chacun de nous contribue à la construction de sa société. Bien sûr, la société nous est partiellement donnée, elle est déjà là à

notre naissance, mais en même temps nous la refaisons chaque jour, nous y participons. Que l'on soit dans la fonction publique ou que l'on soit dans l'enseignement, que l'on soit dans une fonction économique ou que l'on exerce le pouvoir politique, chacun de nous contribue à la construction collective de notre société.

Les facteurs démographiques que j'ai évoqués dans cette conférence représentent évidemment des contraintes lourdes qui limitent les choix dans cette construction collective. C'est pour cela qu'il est important de les connaître. Mais à l'intérieur de ces contraintes demeurent d'importantes marges de liberté et de choix. Il faut aussi les connaître. C'est avec les contraintes lourdes et avec les marges de liberté que nous faisons déjà aujourd'hui l'avenir de demain, et que ceux et celles qui viennent construiront la société dans laquelle ils vivront.